

DÉCLARATION DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING SUR LES MESURES PRISES PAR LE SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISÉS OCCIDENTAUX EN MATIÈRE DE CONSOMMATION DE PÉTROLE ET D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, VENISE, LE LUNDI 23 JUIN 1980

23 JUNE 1980 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

De cette réunion des sept grands pays industrialisés à Venise, je retiens les trois conclusions suivantes : d'abord ce sommet a permis d'aboutir à des déclarations communes, sur des sujets aussi importants que l'Afghanistan, l'attitude à avoir vis-à-vis des réfugiés dans le monde et le problème de la détention d'otages. Ensuite, ce sommet a fait apparaître une convergence de vues sur l'analyse, ce qui est important, mais surtout sur l'action à conduire pour résoudre les difficultés économiques du monde actuel. Troisième point : ce sommet a bénéficié de la remarquable présidence et de l'excellente hospitalité italienne.

- Monsieur le président, nous vous remercions pour l'une et pour l'autres.\

Je reviendrai sur deux sujets : l'énergie et l'aide au développement.

- A Tokyo `sommet occidental`, l'année dernière, les dirigeants avaient eu pour objectif de plafonner et de réduire les importations de pétrole. Décisions nécessaires, mais qui étaient défensives, négatives. A Venise, nous avons pris une décision différente dont je vous demande de mesurer l'importance. Elle figure dans une phrase de notre communiqué : il s'agit de rompre le lien existant entre la consommation de pétrole et la croissance économique. Nous nous donnons dix ans pour rompre ce lien et, en-particulier, pour faire disparaître dans nos opinions publiques l'élément d'inquiétude, d'incertitude qui pèse sur l'expansion de tous nos pays du fait de l'importance de nos importations de pétrole. On ne devait plus se contenter de dire cela en termes généraux. Notre communiqué comporte, au contraire, des indications tout à fait précises, concernant, par exemple, les économies d'énergie. Nous avons décidé qu'il n'y aurait plus de construction d'aucune centrale électrique consommant du fuel. Nous avons pris des dispositions concernant l'économie de chauffage dans les habitations et les bâtiments publics, concernant la consommation d'essence par les véhicules automobiles. Nous avons surtout pris position sur le développement des ressources alternatives d'énergie. Il y en a trois principales : le charbon, l'électricité nucléaire et les énergies nouvelles.

- Nous nous sommes fixés comme objectif d'économiser d'ici 1980 entre 15 et 20 `nombre` millions de barils par jour de pétrole par le développement de ces énergies nouvelles. Pour ceux qui sont, c'est le cas pour les pays latins, mieux familiarisés avec les notions de millions de tonnes de pétrole, cela veut dire qu'en 1990 nos sept pays produiraient ensemble l'équivalent d'un milliard de tonnes de pétrole d'énergies alternatives. Cela veut dire que nous doublerons entre 1980 et 1990 la production de charbon, que nous poursuivrons notre effort de développement de l'électricité nucléaire pour laquelle la France conduit un effort considérable, que nous allons maintenir et que nous développerons les énergies nouvelles de remplacement, solaire, biomasse, géothermie.\

Enfin, nous apporterons une aide aux nouveaux pays producteurs, c'est-à-dire aux pays en développement susceptibles de mettre en\_valeur de nouvelles sources de production pétrolière.

- Si nous réussissons à faire cela, nous réduirons le lien qui existe entre la croissance économique et l'importation de pétrole dans les proportions suivantes : jusqu'à la crise de 1974, lorsque notre expansion économique augmentait de 100, notre consommation de pétrole augmentait de 100. A l'heure actuelle, à la suite de nos premiers efforts, lorsque notre croissance économique augmente de 100, notre consommation de pétrole augmente de 90 ou de 80. En 1990, lorsque notre croissance économique augmentera de 100, notre consommation de pétrole augmentera seulement de 60. Nous aurons donc rompu le lien qui enchaîne notre croissance économique à la consommation de pétrole. Nous réduirons la part du pétrole dans notre consommation d'énergie de 53 % `statistique` à 40 % en 1990 `année`. Pour la France, ce chiffre sera sensiblement inférieur, nous nous fixons comme objectif de ramener la part du pétrole, dans notre consommation d'énergie, à un chiffre compris entre 28 % et 23 % en 1990, donc au-delà de l'objectif commun.\

Deuxième sujet : l'aide au développement.

- Nous disons que l'aide au développement dans le monde qui vient est une responsabilité collective. Elle doit faire l'objet d'un juste partage entre tous les pays du monde disposant de ressources susceptibles d'y être affectées. Nous avons décidé d'entreprendre une réflexion sur les mécanismes appropriés pour les diverses formes de contributions au développement dans la décennie 1980 - 1990. Les conclusions de cette réflexion seront au-centre de notre prochain sommet du printemps de 1981.
- Enfin, nous avons souligné que nous apporterions une contribution active au nécessaire dialogue entre le Nord et le Sud `dialogue\_Nord-Sud`. Voilà, Monsieur le président, l'essentiel de ce que j'ai retenu de nos travaux. Comme je suis avec Helmut SCHMIDT, un des deux pères fondateurs de ces réunions au sommet, puisque nous avons participé au premier sommet de Rambouillet, à tous les sommets depuis, je vous dirai en conclusion que le sommet de Venise marque un incontestable progrès de cette institution dans son fonctionnement et dans son utilité.
- J'ajouterai, enfin, si vous le permettez, que j'éprouverai beaucoup de regret à quitter Venise et beaucoup de joie, un jour, à y revenir.
- Merci monsieur le président.\